



Projet de loi du Conseil d'Etat

Date de dépôt : 20 mai 2026

Projet de loi

accordant une aide financière annuelle de 965 000 francs à l'Association Genève Education Football pour les années 2026 à 2030

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Contrat de prestations

¹ Le contrat de prestations conclu entre l'Etat et l'Association Genève Education Football est ratifié.

² Il est annexé à la présente loi.

Art. 2 Aide financière

¹ L'Etat verse à l'Association Genève Education Football un montant annuel de 965 000 francs pour les années 2026 à 2030, sous la forme d'une aide financière monétaire d'exploitation, au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005.

² Dans la mesure où l'aide financière n'est accordée qu'à titre conditionnel au sens de l'article 25 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, son montant fait l'objet d'une clause unilatérale du contrat de prestations. Cette clause peut être modifiée par décision du Conseil d'Etat dans les cas visés par l'article 8, alinéa 2.

Art. 3 Programme

Cette aide financière est inscrite au budget annuel de l'Etat voté par le Grand Conseil sous le programme D02 « Sport et loisirs ».

Art. 4 Durée

Le versement de cette aide financière prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2030. L'article 8 est réservé.

Art. 5 But

Cette aide financière doit permettre à l'Association Genève Education Football de réaliser les prestations définies dans le contrat de prestations annexé.

Art. 6 Prestations

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans le contrat de droit public.

Art. 7 Contrôle interne

Le bénéficiaire de l'aide financière doit respecter les principes relatifs au contrôle interne prévus par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Art. 8 Relation avec le vote du budget

¹ L'aide financière n'est accordée qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

² Si l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou qu'elle ne l'est que partiellement, le Conseil d'Etat doit adapter en conséquence le montant de l'aide financière accordée, conformément à l'article 2, alinéa 2.

Art. 9 Contrôle périodique

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par le bénéficiaire de l'aide financière est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département de la cohésion sociale.

Art. 10 Lois applicables

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013, aux dispositions de la loi sur la surveillance de l'Etat, du 13 mars 2014, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur le sport, du 14 mars 2014.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

EXPOSÉ DES MOTIFS

En vertu de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 (LIAF; rs/GE D 1 11), le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève vous soumet le présent projet de loi relatif à l'aide financière en faveur de l'Association Genève Education Football (ci-après : GEF). Il a pour but de formaliser, avec la signature d'un contrat de prestations, les relations qu'entretiennent le canton, soit pour lui le département de la cohésion sociale (ci-après : DCS), et GEF, pour la période 2026-2030.

Il s'agit du cinquième contrat de prestations conclu entre le canton et GEF, mais du premier projet de loi compte tenu du montant total de l'aide financière prévue dès 2026.

1. Introduction

Le soutien aux dispositifs de promotion de la relève élite est une tâche de la compétence exclusive du canton selon la loi sur la répartition des tâches entre les communes et le canton en matière de sport (3^e train), du 31 août 2017 (LRT-3; rs/GE A 2 07). Dans ce contexte, GEF remplit un rôle déterminant depuis plus de 10 ans dans le développement et la promotion de la relève footballistique cantonale, tant féminine que masculine.

A la suite de l'évaluation positive menée par le DCS dans le cadre du contrat de prestations 2022-2025 (annexe 4), un nouveau contrat de prestations a été élaboré pour la période 2026-2030 (annexe 3), en collaboration avec les responsables de GEF. Ce nouveau contrat de prestations, qui comprend une augmentation de subvention de 290 000 francs par an par rapport aux montants versés à GEF les années précédentes, tient notamment compte de la croissance des effectifs, de l'intégration renforcée du football féminin permettant de tendre vers une meilleure équité des moyens, ainsi que de l'amélioration des conditions d'encadrement.

Le renouvellement du contrat de prestations de GEF s'inscrit par ailleurs de manière cohérente dans les orientations du plan stratégique cantonal du sport 2024-2028, en particulier celles de l'axe 3 dédié à la relève comme pôle d'excellence.

2. Historique de l'association Genève Education Football

GEF est née d'une volonté conjointe du canton de Genève, de la Ville de Genève, de l'Association des communes genevoises (ci-après : ACG) et des clubs de football de structurer un dispositif de formation de la relève cohérent.

En mars 2012, un concept cantonal de formation répondant aux standards de l'Association suisse de football (ci-après : l'ASF) pour la promotion de la relève élite a été élaboré, afin de coordonner le dispositif de promotion de la relève élite et de veiller à l'utilisation efficiente des ressources mises à disposition des clubs. Le 16 avril 2013, l'Association GEF a été officiellement créée, réunissant les entités de l'Association cantonale genevoise de football (ci-après : l'ACGF), du Servette FC, d'Etoile Carouge FC et du Meyrin FC. En 2018, à la suite des excellents résultats de sa première équipe et d'une forte augmentation de ses licenciées, le Servette FC Chênois féminin a intégré GEF en tant que responsable cantonal de la promotion de la relève élite pour le football féminin.

GEF s'inscrit dans une double mission : assurer la qualité de la formation footballistique selon les standards de l'ASF et permettre l'accès des jeunes talents à un dispositif complet alliant excellence sportive et accompagnement scolaire/professionnel via le dispositif sport-art-études (ci-après : SAE) du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (ci-après : DIP).

Dans ce contexte, pour être certifiés « Centre de performance ASF/SFL », les clubs remplissent chaque année des critères garantissant une formation et un suivi pour les jeunes talents afin de les préparer à une éventuelle carrière professionnelle. En outre, les clubs ont l'obligation d'employer à plein temps au minimum 8 personnes à des postes techniques et sportifs.

Sept clubs de football en Suisse bénéficient de ce label de performance, dont le Servette FC.

3. Bilan du contrat de prestations 2022-2025

Par arrêté du 23 février 2022, le Conseil d'Etat a attribué à GEF une aide financière annuelle de 146 000 francs pour l'année 2022, de 196 000 francs pour les années 2023 à 2025 et a ratifié le contrat de prestations conclu pour la période 2022-2025. Durant la même période, un montant annuel complémentaire de 479 000 francs a également été versé par le canton à GEF par l'intermédiaire du fonds de régulation (montants prévus par la loi-cadre sur la répartition des tâches entre les communes et le canton, du 24 septembre 2015 (LRT; rs/GE A 2 04), ex-Ville de Genève et ex-ACG). C'est donc un

montant total de 625 000 francs qui a été versé à GEF en 2022 et un montant annuel de 675 000 francs entre 2023 et 2025.

Le contrat de prestations 2022-2025 a permis de poursuivre le travail entamé depuis 2013 et de consolider une architecture sportive, sociale et éducative structurée autour de 16 équipes couvrant l'ensemble de la filière de la relève, de la catégorie FE12 (moins de 12 ans) aux M21 (moins de 21 ans). Ces équipes, réparties dans les différents clubs membres de GEF, bénéficient d'un encadrement conforme aux standards de l'ASF. Ce dispositif a permis d'accueillir 163 élèves dans le cadre du programme SAE en 2024, contre 130 en 2022, soit une augmentation de 25% en 2 ans.

Ce même dispositif SAE a démontré toute sa pertinence en offrant aux jeunes talents un double projet réaliste et exigeant, conciliant la poursuite d'un cursus de formation avec les exigences d'un entraînement de haut niveau.

Plus de 450 jeunes sont aujourd'hui intégrés dans les équipes soutenues par GEF, avec une progression notable de la part féminine, qui atteint désormais 26% des effectifs. Toutefois, les écarts en matière de ressources disponibles (nombre de membres du personnel encadrant, accès aux installations, accompagnement pédagogique) demeurent significatifs entre les équipes féminines et masculines. L'accueil de WEURO 2025 a renforcé l'action du canton déjà existante en faveur du football féminin, notamment par le biais d'actions de soutien du Servette FC Chênois féminin et de sa relève. Le présent projet de loi permettra de pérenniser le soutien au football féminin et d'assurer une réelle équité dans les parcours proposés aux jeunes footballeuses.

Le succès du dispositif GEF s'est également traduit par des résultats tangibles puisque plusieurs équipes juniors ont été promues au niveau interrégional, voire national. En parallèle, 1 jeune sur 5 est membre d'une sélection régionale ou nationale, ce qui témoigne de la qualité du travail effectué en matière de détection, de suivi et de développement du potentiel.

Au-delà des performances sportives, le dispositif s'inscrit dans une dynamique cantonale particulièrement forte, et Genève se distingue par la vitalité de sa base footballistique. Selon les chiffres de l'ASF, le canton compte plus de 13 000 licenciées et licenciés juniors répartis dans 46 clubs, représentant environ 10% de l'ensemble des licenciés de Suisse romande. Cette densité est sans équivalent dans les cantons de taille comparable. Par ailleurs, la croissance du football de base est remarquable, puisqu'entre 2021 et 2024 le nombre d'enfants licenciés a augmenté de plus de 25%, avec une hausse particulièrement marquée chez les filles. Ces augmentations n'ont pas

d'équivalent en Suisse et attestent de l'ancrage territorial du football, et du rôle central que joue GEF dans cette dynamique de promotion de la relève.

Ces résultats encourageants en matière de densité revêtent toutefois quelques limites. Des écarts marqués subsistent dans les moyens d'encadrement mis à disposition des différents clubs. Cette disparité nuit à l'évolution et à l'équité du dispositif et constitue un frein à la qualité globale de la formation. De plus, la croissance rapide du nombre de jeunes, combinée aux exigences du contrat de prestations, a généré une charge administrative et organisationnelle croissante pour GEF. Enfin, des besoins tels que le soutien psychologique, le suivi médical préventif, ou encore l'éducation nutritionnelle, ne sont aujourd'hui que partiellement couverts, alors qu'ils sont devenus indispensables à toute démarche de performance durable.

4. Contrat de prestations 2026-2030

Fort de ces constats et de l'évolution positive du contrat de prestations 2022-2025, le canton a collaboré avec GEF pour l'élaboration d'un nouveau contrat de prestations pour la période 2026-2030 (annexe 3), dans lequel les prestations attendues de GEF à l'article 4 sont :

- former la relève élite du football féminin et masculin genevois en répondant aux critères de l'ASF;
- garantir la mise en place d'un encadrement médical de qualité pour toutes les équipes soutenues;
- assurer un suivi des talents intégrés dans le dispositif SAE, en collaboration avec le DIP;
- sensibiliser les talents aux bonnes pratiques en matière de santé de la sportive ou du sportif et d'éthique;
- assurer le suivi administratif et l'équilibre des finances de GEF;
- collaborer avec les clubs formateurs genevois, ainsi que le Servette FC SA, et soutenir la promotion de la relève notamment par le versement aux clubs formateurs genevois d'un montant annuel fixe.

Financement et budget

L'aide financière prévue dans le cadre du présent projet de loi s'élève à 965 000 francs par année.

Constatant qu'il n'y a plus eu de transferts de tâches neutres sous l'angle de la LRT depuis 2018 et qu'il n'y en aura plus à l'avenir, mis à part dans le domaine de la culture, le Conseil d'Etat et l'ACG ont déclaré la fin du processus LRT, à l'exception de la culture, pour laquelle le fonds de

régulation ne concernerait plus que les transferts entre le canton et la Ville de Genève.

Les différents versements opérés par le canton à GEF lors de la période 2022-2025 (versés selon un arrêté du Conseil d'Etat et par l'intermédiaire du fonds de régulation) sont dorénavant remplacés par un seul même montant, prévu dans le nouveau contrat de prestations 2026-2030.

Si elle représente une augmentation annuelle de 290 000 francs par rapport aux années précédentes, l'aide financière prévue dans le présent projet de loi repose sur une analyse des besoins présents et futurs du dispositif, visant à doter les clubs formateurs des moyens nécessaires pour consolider, harmoniser et structurer durablement la promotion de la relève élite genevoise, en cohérence avec les objectifs du plan stratégique cantonal du sport 2024-2028.

L'un des enjeux majeurs de la période à venir réside dans la nécessité d'accompagner une croissance soutenue des effectifs. Cette croissance est à la fois particulièrement importante et nettement plus marquée à Genève que dans le reste de la Suisse.

Cette évolution, déjà amorcée sur le terrain, se traduit par une pression accrue sur les infrastructures, les ressources humaines et les capacités de coordination. Le nombre croissant de jeunes, en particulier de jeunes filles, appelés à intégrer les structures de formation rend indispensable une réévaluation des moyens alloués, notamment en matière de postes d'encadrement et de prestations complémentaires.

Dans cette optique, l'Association Servette FC se verra attribuer un montant de 100 000 francs provenant du soutien cantonal de GEF pour l'engagement d'une ou d'un coach mental et d'une ou d'un analyste vidéo à 50%. Ces nouvelles ressources permettront d'améliorer les conditions d'encadrement au sein de l'Association Servette FC, qui se verra ainsi attribuer un soutien cantonal pour la promotion de sa relève élite pour la première fois depuis la création de GEF.

Les autres clubs membres de GEF verront également le soutien cantonal augmenter, notamment le Servette FC Chênois féminin, afin de réussir à absorber l'augmentation des effectifs dans la pyramide de formation de la relève élite cantonale.

Afin de consolider sa propre gouvernance, GEF a procédé à l'engagement d'un secrétaire général de l'association. Cette ressource stratégique permettra d'améliorer le pilotage global de GEF, d'assurer le lien opérationnel avec le DCS et de garantir la qualité du *reporting* contractuel. Cette fonction jouera

un rôle central dans la coordination interne et la dynamique partenariale entre GEF, les clubs formateurs et le canton.

Ainsi, GEF dispose d'un budget supplémentaire dans l'optique d'améliorer et de pérenniser la promotion de la relève élite cantonale.

L'aide financière allouée pour la période 2026-2030 s'inscrit donc de manière explicite dans plusieurs domaines prioritaires du plan stratégique cantonal du sport 2024-2028, notamment :

- favoriser l'accès au sport pour toutes et tous par l'intégration croissante des joueuses dans la filière de relève élite, réduire les disparités d'encadrement entre clubs formateurs et harmoniser l'accès à un encadrement de qualité quel que soit le milieu d'origine ou le club d'appartenance;
- renforcer la promotion de la relève élite en développant un dispositif d'excellence aligné sur les standards de l'ASF, en accompagnant la double formation sportive et scolaire et en assurant un suivi personnalisé sur les plans sportif, psychologique, médical et éducatif;
- valoriser l'encadrement à travers l'amélioration des conditions d'emploi des entraîneurs, la professionnalisation des postes-clés et l'alignement des ratios d'encadrement entre les clubs formateurs;
- assurer une gouvernance efficiente et transparente grâce à l'engagement d'un secrétaire général de GEF, la mutualisation d'outils d'évaluation et la formalisation de processus de pilotage, garantissant une gestion claire, efficace et conforme aux standards du canton.

Traitement des bénéfices et des pertes

Conformément au règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 20 juin 2012 (RIAF; rs/GE D 1 11.01), le contrat de prestations prévoit la répartition des bénéfices durant la période contractuelle et leur éventuelle restitution au canton au terme de la période. Il en résulte que pour les années 2026-2030, GEF conserve une part de son résultat cumulé bénéficiaire calculée selon la formule suivante : $[(\text{Total des produits} - \text{Subvention}) / \text{Total des produits}]$. Le solde est restituable au canton, sous réserve des dispositions de l'article 13, alinéa 3, du contrat de prestations 2026-2030.

5. Conclusion

Le contrat de prestations 2026-2030 en faveur de GEF s'inscrit dans une démarche de consolidation et d'élargissement d'un dispositif devenu central

pour la politique sportive cantonale. Par son ancrage local, son réseau partenarial solide et les résultats démontrés, GEF incarne une réponse efficace aux défis posés par le développement de la relève sportive à Genève. Son action ne se limite pas à l'encadrement sportif, mais touche également à des enjeux éducatifs et sociaux.

Le renouvellement du soutien cantonal pour la période 2026-2030 permettra de maintenir les acquis obtenus durant les périodes couvertes par les précédents contrats de prestations et de franchir un cap dans l'équité et la cohérence du système.

En réaffirmant l'égalité d'accès entre filles et garçons, ce contrat de prestations s'inscrit également dans une dynamique de transformation sociale portée par les politiques publiques cantonales. Le football, sport populaire et vecteur de mixité, peut ainsi devenir un levier concret pour promouvoir l'égalité des chances dans le sport dès le plus jeune âge.

En renforçant les ressources humaines, en adaptant les dispositifs d'encadrement, en structurant la gouvernance et en intégrant les dimensions psychosociales dans le parcours des jeunes, GEF est en mesure de proposer un modèle complet, aligné sur les meilleures pratiques suisses et européennes. Ce modèle répond aux attentes exprimées dans le plan stratégique cantonal du sport 2024-2028, notamment en matière d'excellence sportive, de prévention, de diversité de genre et d'intégration sociale par le sport.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Préavis financier (art. 30 RPFGB – D 1 05.04)*
- 2) *Planification des charges et revenus de fonctionnement découlant du projet (art. 31 RPFGB – D 1 05.04)*
- 3) *Contrat de prestations 2026-2030*

Annexes consultables sur internet :

- *Annexes au contrat de prestations 2026-2030*
- *Rapport d'évaluation 2023-2024*
- *Comptes audités 2024-2025*



REPUBLIQUE ET
CANTON DE GENEVE

PREAVIS FINANCIER

Ce préavis financier ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.

1. Attestation de contrôle par le département présentant le projet de loi

- Projet de loi présenté par le département de la cohésion sociale.
- Objet : Projet de loi accordant une aide financière annuelle de 965 000 francs à l'association Genève Education Football pour les années 2026 à 2030.
- Rubrique(s) budgétaire(s) concernée(s) (CR et nature) : CR 08.04.01.01 nature 363600 projets S130790
- Numéro(s) et libellé(s) de programme(s) concernés : D02 Sport et loisirs
- Planification des charges et revenus de fonctionnement du projet de loi :

Le tableau financier annexé au projet de loi intègre la ☒ oui ☐ non
totalité des impacts financiers découlant du projet.

(en mios de fr.)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Dès 2033
Ch. personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens et services et autres ch.	-	-	-	-	-	-	-	-
Ch. financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	-	-	-
Autres charges	-	-	-	-	-	-	-	-
Total charges	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	-	-	-
Revenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Total revenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-	-	-

- Inscription budgétaire et financement (modifier et cocher ce qui convient) :

L'aide financière est inscrite au projet de budget de fonctionnement 2026 selon les douzièmes provisoires, conformément aux données du tableau financier. ☒ oui ☐ non

Buk


L'aide financière est inscrite au plan financier quadriennal 2026-2029. ☒ oui ☐ non

L'aide financière prend fin à l'échéance comptable 2030. ☒ oui ☐ non

Autre(s) remarque(s) : _____

Le département atteste que le présent projet de loi est conforme à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), au modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) et aux dispositions d'exécution adoptées par le Conseil d'Etat.

Genève, le : 31/2/2026


Signature du responsable financier :


2. Avis du département des finances

Remarque(s) complémentaire(s) du département des finances : _____

Genève, le :

2 février 2026

Visa du département des finances :


Eric Vuissade Koudis

N.B. : Le présent préavis financier est basé sur le PL, son exposé des motifs et le tableau financier transmis le 15 janvier 2026 et ses annexes transmis le 28 janvier 2026.

PLANIFICATION DES CHARGES ET REVENUS DE FONCTIONNEMENT DÉCOULANT DU PROJET
Projet de loi accordant une aide financière annuelle de 965 000 francs à l'Association Genève
Education Football pour les années 2026 à 2030

Projet présenté par le département de la cohésion sociale

(montants annuels, en mios de fr.)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	dès 2033
TOTAL charges de fonctionnement	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.00	0.00	0.00
Charges de personnel [30]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
30 Salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
ETP Nombre Equivalent Temps Plein	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Biens et services et autres charges [31]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Charges financières [34] 1.375%	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Amortissements [33 + 366 - 466]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Subventions [363+369]	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97	0.00	0.00	0.00
Autres charges [30-36]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL revenus de fonctionnement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Revenus [40 à 46]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RESULTAT NET FONCTIONNEMENT	-0.97	-0.97	-0.97	-0.97	-0.97	0.00	0.00	0.00

Remarques :

Date et signature du responsable financier :

22/10/2025





Contrat de prestations 2026-2030

entre

- **La République et canton de Genève (l'État de Genève)**

représentée par

Thierry Apothéloz, conseiller d'État chargé du département de la cohésion sociale (le département),

d'une part

et

- **L'Association Genève Education Football**

ci-après désignée **GEF**

représentée par

Pascal Chobaz, président, représentant ACGF,
Olivier Doglia, représentant Etoile-Carouge FC,
Antoine Salamolard, représentant Meyrin FC,
Claudio Morelli, représentant Association Servette FC
Yoann Brigante, représentant Servette FC Chênois Féminin, et
Hervé Broch, représentant Servette FC 1890 SA

d'autre part

TITRE I - Préambule

Introduction

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005, le Conseil d'État de la République et canton de Genève, par voie du département de la cohésion sociale, entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF.

Présentation

2. Le présent contrat est le cinquième entre la République et canton de Genève et GEF, après ceux des périodes 2014-2015, 2016-2018, 2019-2021 et 2022-2025.

But du contrat

3. Le contrat de prestations a pour but de :

- déterminer les objectifs visés par l'aide financière;
- préciser le montant et l'affectation de l'aide financière consentie par l'État ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
- définir les prestations offertes par GEF ainsi que les conditions de modification éventuelles de celles-ci;
- fixer les obligations contractuelles et les indicateurs de performance relatifs aux prestations.

Principe de proportionnalité

4. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :

- le niveau de financement de l'État par rapport aux différentes sources de financement de GEF;
- l'importance de l'aide financière octroyée par l'État;
- les relations avec les autres instances publiques.

Principe de bonne foi

5. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

Le présent contrat de prestations ne tient pas compte des prestations proposées dans le cadre du dispositif sport-art-études (SAE), géré par le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), notamment le nombre de places à disposition de GEF dans le dispositif SAE.

TITRE II - Dispositions générales

Article 1

Bases légales et réglementaires conventionnelles

Les bases légales, réglementaires et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi sur la gestion administrative et financière de l'État (LGAF), du 4 octobre 2013 (D 1 05);
- la loi sur la surveillance de l'État (LSurv), du 13 mars 2014 (D 1 09);
- la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005 (D 1 11);
- le règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012 (D 1 11 01);
- la loi sur le sport (LSport), du 14 mars 2014 (C 1 50);
- le règlement d'application de la loi sur le sport (RSport), du 1er avril 2015 (C 1 50.01);
- la loi sur la répartition des tâches entre les communes et le canton en matière de sport (3e train) (LRT-3), du 31 août 2017 (A 02 07);
- la loi générale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations (LED), du 23 mars 2023 (A 2 90);
- la loi sur l'égalité et la lutte contre les discriminations liées au sexe et au genre (LED-Genre), du 23 mars 2023 (A 2 91);
- le Code civil suisse (CC), du 10 décembre 1907 (RS 210), articles 60 et suivants ;
- les statuts de GEF du 13 décembre 2018 (annexe 3).

Article 2

Cadre du contrat

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du programme public D02 "Sport et Loisirs".

Article 3

Bénéficiaire

GEF est une association de droit privé soumise aux dispositions des articles 60 et suivants du Code civil suisse et à ses statuts.

L'association a pour buts de :

- favoriser la relève du football genevois tant masculine que féminine par sa participation au projet cantonal de formation du football, en étroite collaboration avec les collectivités publiques, les communes et l'ensemble des autres acteurs du football genevois;
- permettre de développer et de professionnaliser les structures existantes des membres;

- 4 -

- coordonner et contrôler la distribution des appuis financiers accordés par les collectivités publiques ainsi que toute autre ressource générée par l'association;
- servir d'interface dans la pyramide de formation afin d'assurer une cohérence et un suivi dans la formation des jeunes.

Titre III - Engagement des parties

Article 4

Prestations attendues du bénéficiaire

1. GEF – notamment via ses clubs membres – s'engage à fournir les prestations suivantes :

- former la relève élite du football féminin et masculin genevois en répondant aux critères de l'Association Suisse de Football (ASF) ;
- garantir la mise en place d'un encadrement médical de qualité pour toutes les équipes soutenues ;
- assurer un suivi des talents intégrés dans le dispositif sport-art-études (SAE), en collaboration avec le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) ;
- sensibiliser les talents aux bonnes pratiques en matière de santé du sportif et d'éthique ;
- assurer le suivi administratif et l'équilibre des finances de GEF ;
- collaborer avec les clubs formateurs genevois ainsi que le Servette FC SA, et soutenir la promotion de la relève notamment par le versement aux clubs formateurs genevois d'un montant annuel fixe, à savoir 326 235 francs à Etoile-Carouge FC, 185 279 francs à Meyrin FC, 100 000 francs à l'Association Servette FC, 193 021 francs à Servette FC Chênois Féminin et 120 465 francs à l'ACGF.

Les équipes soutenues financièrement sont ainsi les suivantes :

- Etoile-Carouge FC : FE12-13-14, M15-16-18, M16F
- Meyrin FC : FE12-13-14, M15
- Servette FC Chênois Féminin : M14-16-18-20
- Association Servette FC : FE12-13-14, M15-16-17-18
- ACGF : FE12-13-14

Article 5

Engagements financiers de l'Etat

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire du département de la cohésion sociale, s'engage à verser à GEF une aide financière, sous réserve de l'accord du Grand Conseil dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette aide financière recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.

2. L'aide financière n'est accordée qu'à titre conditionnel (article 25 LIAF). Les montants peuvent être modifiés par décision du Conseil d'Etat si, dans le cadre du vote du budget annuel, l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou ne l'est que partiellement.

- 6 -

3. Les montants engagés sur cinq années sont les suivants :

Année 2026 : 965 000 francs

Année 2027 : 965 000 francs

Année 2028 : 965 000 francs

Année 2029 : 965 000 francs

Année 2030 : 965 000 francs

4. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de ratification est exécutoire.

Article 6

Plan financier pluriannuel

1. Un plan financier quinquennal pour l'ensemble des prestations de GEF figure à l'annexe 4. Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type de prestations.

2. Le 15 juillet 2029 au plus tard, l'entité fournira au département un plan financier pour la prochaine période de cinq ans.

3. GEF a l'obligation de parvenir à l'équilibre de ses comptes à l'issue du contrat.

4. En cas de changements significatifs, GEF remettra aux personnes de contact du département une actualisation de son budget de l'année en cours ainsi que celui de l'année à venir.

5. Conformément à l'article 8 de la LIAF, GEF s'oblige à solliciter tout appui financier public et privé auquel elle pourrait prétendre. Ces appuis ne doivent toutefois pas entrer en contradiction avec les principes régissant la politique générale de l'Etat de Genève.

Article 7

Rythme de versement de l'aide financière

1. L'aide financière est versée chaque année selon les échéances et les conditions suivantes :

- versement en deux tranches: une première moitié en janvier et le solde en octobre ;
- le dernier versement ne pourra être effectué qu'après reddition des comptes et rapports de l'exercice précédent de GEF et de l'ensemble des clubs membres comme mentionné à l'article 12 du présent contrat.

2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les paiements sont effectués selon le principe des douzièmes provisoires, conformément à l'article 42 de la LGAF.

- 7 -

Article 8*Conditions de travail*

1. GEF s'engage à respecter le principe d'égalité entre toutes les personnes et à veiller à la diversité des genres, notamment dans leur représentation à tous les niveaux de la gestion des ressources humaines.
2. GEF s'engage à mettre en place des mesures visant à lutter contre toutes les formes de violences, de harcèlement et de discriminations directes, indirectes ou multiples fondées sur une caractéristique personnelle, et à en assurer le suivi. Les caractéristiques personnelles visées sont celles fondées sur l'origine, l'âge, le sexe, l'orientation affective ou sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre, l'intersexuation, les incapacités, les particularités physiques, la situation sociale ou familiale et les convictions religieuses ou politiques.
3. GEF est tenue d'observer les lois, règlements, en particulier les dispositions relatives à la prévoyance professionnelle, ainsi que les conventions collectives qui pourraient exister en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
4. GEF tient à disposition du département son organigramme, le cahier des charges du personnel ainsi que tous les autres renseignements permettant de démontrer le respect des principes généraux d'égalité et d'interdiction des discriminations directes ou indirectes, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9*Développement durable*

GEF s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'action publique en vue du développement durable (Agenda 21) (LDD, du 12 mai 2016 (A 2 60)).

Article 10*Système de contrôle interne*

GEF s'engage à maintenir un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect de l'article 3, alinéa 4 de la LGAF.

Dès lors que GEF, ou ses clubs membres, entrent dans la catégorie des bâtiments devant procéder à des exercices d'évacuation incendie selon les dispositions du règlement d'application de la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (RPSSP, F 4.05.01), GEF ou ses clubs membres s'engagent à organiser des exercices d'évacuation réguliers.

- 8 -

Article 11*Suivi des
recommandations du
service d'audit interne*

GEF s'engage à respecter les recommandations figurant dans les rapports du service d'audit interne et à mettre en œuvre dans le délai indiqué par le département de tutelle les mesures correctrices qui ne sont pas contestées ou qui ont fait l'objet d'une décision au sens de l'article 17 de la LSurv.

Article 12*Reddition des comptes
et rapports*

GEF, et ses entités membres, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournissent au département de la cohésion sociale :

- leurs états financiers établis conformément aux normes Swiss GAAP RPC et à la directive transversale de l'État EGE 02-04 Présentation et révision des états financiers des entités subventionnées ;
- pour chacune des équipes soutenues dans le cadre du présent contrat : une annexe aux comptes précisant les charges et produits liés aux prestations proposées dans le cadre de GEF, y compris la valorisation de la mise à disposition des terrains ;
- le rapport de l'organe de révision de chaque entité ;
- le rapport d'activités pour chacune des équipes soutenues, comme indiqué dans le présent contrat (prestation 1) ;
- les procès-verbaux des assemblées générales approuvant les comptes de chaque entité, signés par les présidents ;
- le tableau d'évaluation annuelle reprenant les objectifs et indicateurs figurant dans le tableau de bord (annexe 1).

De plus, GEF fournit au département le tableau de statistiques (annexe 2) complété selon les données au 28 février de chaque année pour chaque entité membre.

Dans ce cadre, l'entité s'engage à respecter le règlement et les directives qui lui sont applicables, notamment :

- règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012;
- directive transversale de l'État EGE-02-04 relative à la présentation et révision des états financiers des entités subventionnées;
- directive transversale de l'Etat EGE-02-07 relative au traitement des bénéfices et des pertes des entités subventionnées.

Article 13*Traitement des
bénéfices et des pertes*

1. Au terme de l'exercice comptable, le résultat annuel établi conformément à l'article 12 est comptabilisé au bilan dans les fonds propres de l'entité, dans un compte intitulé « Résultat période 2026-2030 ».
2. GEF conserve une part de son résultat cumulé bénéficiaire calculée selon la formule suivante : $[(\text{Total des produits 2026-2030} - \text{Subvention 2026-2030}) / \text{Total des produits 2026-2030}]$. Le solde est restituable à l'Etat, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3.
3. A l'échéance du contrat et pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au contrat, le département procède à l'analyse de la situation financière de l'entité et à la détermination de l'éventuel montant à restituer. Il peut renoncer à une partie du résultat lui revenant en application des critères de l'article 19, alinéas 2 et 3 du RIAF.
4. Le Conseil d'Etat ou le département notifie à GEF la décision relative à la restitution du résultat en fonction des seuils fixés à l'article 20, alinéas 3 et 4 du RIAF.
5. A l'échéance du contrat, GEF assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 14*Bénéficiaire direct*

Conformément à l'article 14 al. 3 de la LIAF, GEF s'engage à être le bénéficiaire direct de l'aide financière. Toutefois, comme il est explicitement prévu à l'article 4 du présent contrat, GEF s'engage à verser des prestations pécuniaires aux entités Etoile-Carouge FC, Meyrin FC, Association Servette FC, Servette FC Chênois Féminin et ACGF.

L'aide financière obtenue par les clubs formateurs dans le cadre du présent contrat doit être utilisée exclusivement pour la formation des talents, notamment la rétribution des entraîneurs et de l'encadrement. En aucun cas, l'aide financière ne sera utilisée pour financer une autre activité du club. Au terme de chaque exercice, les clubs formateurs devront transmettre un document précisant l'utilisation de l'aide financière.

Article 15*Communication*

1. Toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par GEF auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur.

Titre IV - Suivi et évaluation du contrat

Article 16

Objectifs, indicateurs, tableau de bord

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat. Il est réactualisé chaque année.

Article 17

Modifications

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de l'article 5 "Engagements financiers de l'État", et sous réserve des dispositions de la loi de ratification qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'événements exceptionnels et prétérissant la poursuite des activités de GEF ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces événements doivent être signalés dans les plus brefs délais au département.

Article 18

Suivi du contrat

1. Les parties au présent contrat mettent en place un dispositif de suivi du contrat afin de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport d'exécution annuel établi par GEF;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.
2. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'article 22 de la L IAF.

Titre V - Dispositions finales**Article 19***Règlement des litiges*

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant la Chambre administrative de la Cour de justice du canton de Genève.

Article 20*Résiliation du contrat*

1. Le Conseil d'État peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'aide financière lorsque :
 - a) l'aide financière n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue ;
 - b) l'entité n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure ;
 - c) l'aide financière a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet ;
 - d) l'entité ne respecte pas l'article 14A LIAF en dépit d'une mise en demeure ;
 - e) une sanction au titre de l'article 13 de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir, du 17 juin 2005, est entrée en force à l'encontre du bénéficiaire.

La résiliation s'effectue dans un délai d'un mois, pour la fin d'un mois.

2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 21*Entrée en vigueur,
durée du contrat et
renouvellement*

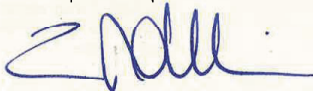
1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2026, dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2030.
2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

- 12 -

Fait à Genève, le **16 mar 2026** en deux exemplaires originaux.

Pour la République et canton de Genève :

représentée par

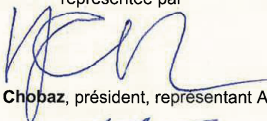


Thierry Apothéloz

conseiller d'État chargé du département de la cohésion sociale

Pour l'Association Genève Education Football

représentée par



Pascal Chobaz, président, représentant ACGF



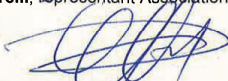
Olivier Doglia, représentant Etoile-Carouge FC



Antoine Salamolard, représentant Meyrin FC



Claudio Morelli, représentant Association Servette FC



Yoann Brigante, représentant Servette FC Chênois Féminin



Hervé Broch, représentant Servette FC 1890 SA

Annexes au présent contrat :

- 1 - Tableau de bord des objectifs et des indicateurs
- 2 - Tableau de statistiques pour GEF
- 3 - Statuts de GEF, organigramme et liste des membres du comité
- 4 - Plan financier quinquennal de GEF
- 5 - Liste d'adresses des personnes de contact
- 6 - Utilisation des armoiries de l'État de Genève
- 7 - Directives transversales de l'État :
 - EGE-02-04 Présentation et révision des états financiers des entités subventionnées
<https://www.ge.ch/document/ege-02-04-presentation-revision-etats-financiers-entites-subventionnees-liaf>
 - EGE-02-07 Traitement des bénéfices et des pertes
<https://www.ge.ch/document/ege-02-07-traitement-benefices-pertes-entites-subventionnees>
- 8 - Règlement sur le dispositif sport-art-études :
 - [SIL - rsGE C 1 10.32: Règlement sur le dispositif sport-art-études \(RDSAE\)](#)